

Conflit russo-ukrainien et déséquilibres économico-financiers dans le monde. Evaluation préliminaire des risques pour la RDC et politiques subséquentes

Russo-Ukrainian conflict and economic-financial imbalance in the world. Preliminary risk assessment for the DRC and subsequent policies

Bobo B. Kabungu¹

¹ Economiste, PhD, DBA et doctorant en Géostratégie, géopolitique et relations internationales à l'Académie de Géopolitique de Paris – spécialisation : géo-économie, l'auteur est chargé de recherche au CRESH.



Received: .12 september 2023

Accepted: 22 september 2024

available online: 07 novembre 2024

Résumé. *Alors que l'économie mondiale tente de se refaire une santé après la crise pandémique liée au corona virus, le conflit russo-ukrainien vient raviver les tensions sur les marchés internationaux de l'agroalimentaire et ternissent les perspectives économiques globales. Dans une démarche historique, descriptive et prospective, cette rappelle la théorie sur les effets économiques et financiers des conflits, évoque l'origine de la guerre entre ces deux pays exportateurs de céréales et scrute son impact sur les pays africains en vue de suggérer des politiques visant la résilience de l'économie congolaise.*

Mots-clés : Russie, Ukraine, choc, canaux de transmission, RDC.

Abstract. *At a time when the world economy is trying to recover from the corona virus pandemic crisis, the Russian-Ukrainian conflict is rekindling tensions on international agri-food markets and tarnishing the global economic outlook. Using a historical, descriptive and forward-looking approach, this article recalls the theory of the economic and financial effects of conflict, evokes the origins of the war between these two grain-exporting countries and examines its impact on African countries, with a view to suggesting policies aimed at the resilience of the Congolese economy.*

Keywords : Russia, Ukraine, shock, transmission channels, DRC.

Depuis le début de l'année 2022, alors que l'économie mondiale essaie de se remettre du choc lié à la Covid-19, la conjoncture internationale demeure marquée par les incertitudes croissantes liées aux craintes d'une recrudescence des tensions géopolitiques entretenues par la Russie qui s'oppose à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne. Ces tensions ont été exacerbées avec l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de la Russie, laquelle est décidée à changer le régime politique ukrainien et à établir un pouvoir proche du « bloc soviétique ». Après plus d'un mois, le conflit armé déclenché le 24 février 2022 poussent les chercheurs et les décideurs à évaluer les conséquences humaines, matérielles, économiques et financières de cette tragédie.

Sur le plan économique notamment, la guerre en Ukraine et les sanctions prises par l'Occident à l'encontre de la Russie retiennent l'attention des experts à travers le monde. La présente réflexion voudrait contribuer au débat (i) en évoquant une revue de la littérature sur les effets économiques et financiers des conflits ; (ii) en rappelant l'origine des tensions entre la Russie et l'Ukraine ; (iii) en mettant en exergue l'importance des deux pays dans l'économie mondiale ; (iv) en présentant l'impact et les canaux de transmission du choc sur

les autres économies en général et l'Afrique en particulier, avec un focus sur la RDC ainsi qu'en (v) suggérant des politiques subséquentes.

1. De l'évaluation de l'impact économique des conflits : faits stylisés et revue

1.1. Brève revue de la littérature

Les conflits armés, peu importe leurs formes, sont aussi vieilles que la civilisation humaine. Et comme l'histoire l'enseigne, ils ont toujours été à l'origine des lourdes pertes en vies humaines et occasionnent des coûts très élevés d'un point de vue socioéconomique : destruction du capital physique (infrastructures), humain (recul du niveau global d'éducation, pertes d'emplois, chocs psycho-émotionnel...), institutionnel et politique (instabilité) entravant généralement l'investissement et la croissance économique. Cette situation favorise, à son tour, des tensions sociales qui peuvent se muer en conflits et en affrontements, créant ainsi un cercle vicieux que Collier et Sambanis (2002) appellent le « piège du conflit ».

En ce qui concerne les répercussions des conflits, qui peuvent être directes ou indirectes, le tableau ci-dessous reprend l'essentiel de la revue de la littérature.

Tableau 1. Impact économique-financier des conflits. Eléments de revue

Auteurs (années)	Conclusions des études réalisées
Hegre et Sambanis (2006)	Les conflits se propagent souvent aux pays voisins (répercussions directes)
Murdoch et Sandler (2002) ; Gomez et al. (2010) ; Qureshi (2013)	Les répercussions indirectes peuvent renvoyer au ralentissement de l'activité économique ou à l'émergence de pressions sociales dans les pays proches, même lorsque ces derniers ne prennent pas part au conflit. En effet, l'accentuation des incertitudes ou d'une perturbation des échanges minent la production intérieure ainsi que l'afflux massif de réfugiés entraîne des coûts économiques, environnementaux et sociaux dans les pays partageant au moins une frontière avec le pays en conflit.
FMI (2019)	L'intensité de l'effet des conflits sur la croissance semble dépendre de certaines caractéristiques macroéconomiques, en particulier de la qualité des institutions et des paramètres fondamentaux budgétaires. En outre, les effets des conflits sont dynamiques et subsistent au moins cinq ans après le début des antagonismes. Par ailleurs, une comparaison dans le cas de dix grands conflits en Afrique, menée à partir des prévisions issues de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, révèle qu'au moment du déclenchement du conflit ($t = 1$), le taux de croissance médian effectif chute à $-6,0\%$ par rapport au taux de croissance de $1,0\%$ prévu, ce qui revient à une baisse du PIB réel par habitant d'environ $7,0\%$.

Source : L'auteur, sur la base des travaux cités dans la première colonne.

1.2. Approche évaluative

Les conflits armés constituent des sources de perturbation du fonctionnement de l'économie à diverses échelles, selon le poids des pays concernés. Lorsque les pays en guerre ont une grande importance au plan international (économie, politique et diplomatie), des ralliements se façonnent et des blocs de positions se créent, avec des mesures touchant toutes les sphères de la vie des Etats.

Certes, il peut être difficile de déterminer avec précision la trajectoire de production si le choc lié au conflit n'avait pas eu lieu, « mais il peut s'avérer utile de comparer le PIB réel par habitant projeté avant le déclenchement du conflit et sa valeur effective après le début du conflit » (FMI, 2019, p. 34). La même démarche peut être effectuée pour différents agrégats : inflation, taux de change, réserves internationales, etc. lors de la mise à jour des hypothèses de départ du cadrage macroéconomique.

Par ailleurs, sur la base des données historiques, une référence peut être faite à un choc antérieur dont le schéma de transmission à l'économie réelle a été valablement identifié. Dans cette optique, en empruntant la voie suggérée par les évaluations quasi-expérimentales des politiques publiques, la démarche du modèle avant et après avec groupe réflexif (groupe expérimental avant son exposition au programme) peut servir de base. Le but serait de mesurer le changement enregistré au fil du temps, l'hypothèse étant que le choc sous analyse aura été le seul facteur ayant influé sur les résultats. Plus simplement, il est possible de déterminer les effets d'un choc donné en fonction des données prises avant et pendant/après coup.

Il est à noter que dans ce papier, seul les risques seront mis en exergue. Un prochain travail s'appesantira sur les aspects quantitatifs.

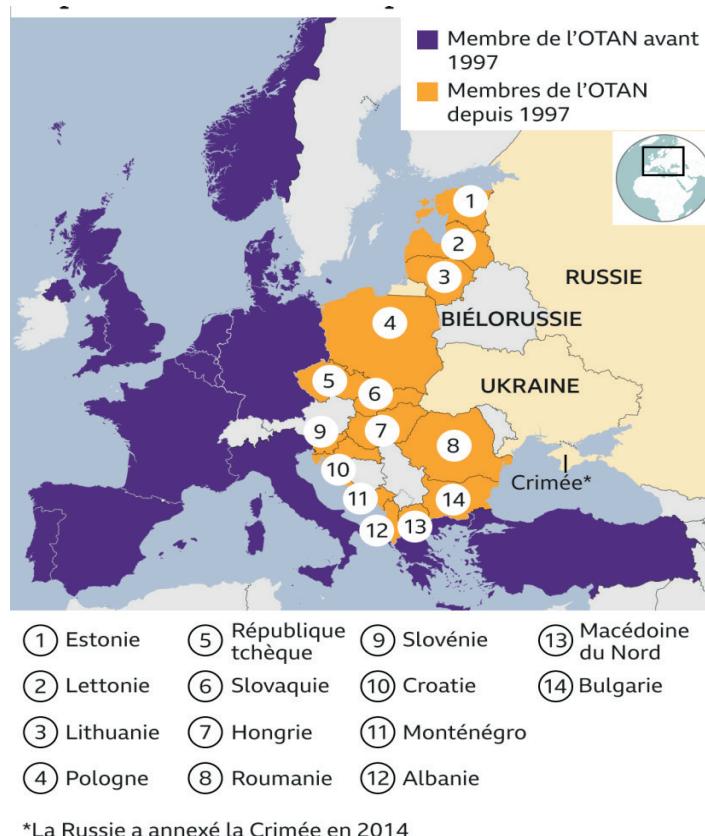
2. De l'origine du conflit

Les antécédents récents du conflit remontent au moins à 2014, lorsque la Russie, face à la

progression de l'OTAN aux abords de ses frontières (figure 1), a pris le contrôle de la Crimée et a soutenu les forces séparatistes dans l'est de l'Ukraine (BBC, 2022) dont elle a plébiscité l'action, via un discours du Président russe à l'époque. En effet, ce dernier reconnaissait l'indépendance des zones pro-

russe dirigées par des groupes rebelles, proches de la Fédération de Russie, et qui avaient créé des républiques populaires à Donetsk et à Louhansk. Pour la Russie, l'Ukraine ne pourrait/devoir rejoindre l'Union européenne et tout rapprochement serait considéré comme une « trahison ».

Figure 1. Expansion de l'OTAN depuis 1997



BBC

Figure 2. L'Ukraine face aux tensions séparatistes



La Russie a annexé la Crimée et Sébastopol en 2014

Source : Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine

BBC

Il s'agit donc d'un conflit de positionnement géostratégique dans l'échiquier mondial, sur fond de mémoire soviétique, l'Ukraine ayant été une république socialiste soviétique jusqu'en 1991 (chute de l'URSS abordée par Perrin, 2011). Il sied de rappeler qu'après des siècles tumultueux de guerres d'agression (guerriers mongols, armées polonaise puis lithuanienne...), et de morcellement du territoire national, l'Ukraine fut entièrement absorbée dans l'Union soviétique (Conant, 2022).

Figure 3. Carte des républiques socialistes soviétiques en 1991



Somme toute, après des siècles de luttes internes et de domination étrangère, l'Ukraine ressemblait déjà à un pays entre le marteau de l'Est et l'enclume de l'Ouest, et sa position stratégique à la porte de la Russie ne pouvait permettre à cette dernière de la laisser s'échapper vers le bloc occidental, sans compter ses ressources.

3. De l'importance de la Russie et de l'Ukraine dans l'économie mondiale

1.1. Rang dans la production mondiale

La Russie est une puissance militaire et ses investissements dans la recherche technologique en vue de renforcer son armement ont été si importants ces dernières années que le pays rivalise avec les Etats-Unis et la Chine. En outre, la Fédération se classe utilement sur le plan international dans la production de gaz (2^{ème} producteur au monde avec 18,0 % du total et 1^{er} exportateur avec 22,6 % des ventes nettes au reste du monde), de pétrole (2^{ème} exportateur avec 12,4 % du total), d'électricité (4^{ème}

au monde), de charbon (3^{ème} exportateur avec 15,5 % du total),

Pour sa part, l'Ukraine est aussi une économie très ouverte. Elle est le 5^{ème} exportateur mondial de céréales et l'un des principaux pour ce qui est du fer et de l'acier.

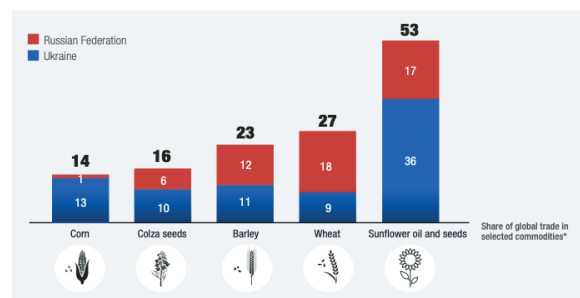
1.2. Marché agroalimentaire mondial

La Russie et l'Ukraine constituent le grenier du monde. A eux deux, ces pays exportent 14 % du maïs, 16,0 % des graines de colza, 23,0 % d'orge, 27,0 % de blé et 53,0 % d'huile et de graines de tournesol (UNCTAD, 2022).

Figure 4. Parts des exportations russes et ukrainiennes dans le total des produits agroalimentaires

1. Food items and countries exposed to supply shocks

Figure 1. Russian Federation and Ukraine: Global players in agrifood markets (Percentage)



Sources: UNCTAD calculations, based on 2020 data from United Nations Comtrade Database.
* Harmonized System codes are 1001 (wheat), 1003 (barley), 1005 (corn), 120510 (colza seeds) and 120600 and 151211 (sunflower seeds and oil).

S'agissant particulièrement du blé, l'UNCTAD (2022) renseigne que les cinq pays africains les plus dépendants des exportations russes et ukrainiennes sont la Somalie, le Bénin, l'Egypte, le Soudan et la RDC, à concurrence, respectivement, d'environ 100,0 %, 99,0 %, 81,0 %, 75,0 % et 68,0 %.

4. De l'impact et des canaux de transmission éventuels du choc

1.1. Impact sur les économies du monde

1.1.1. Conséquences globales

Le conflit russo-ukrainien aura (a déjà) une incidence certaine sur l'économie mondiale. Les prévisions des économistes évoquent une « Europe en panne » (Desjardins, 2022) ou, carrément, un ébranlement de l'économie globale (Vallières, 2022). A travers leur communiqué conjoint du 02 mars 2022, le FMI et la Banque

mondiale le confirment. S'il est vrai que le pays affligé s'écroule sous le poids du coût des décès, de l'exode de la main d'œuvre et du défi la reconstruction des infrastructures, ces deux institutions internationales affirment que l'économie mondiale subira les effets de la guerre en Ukraine à travers un ralentissement de la croissance et des perturbations des chaînes d'approvisionnement, avec une paupérisation aggravée des populations les plus vulnérables (FMI et Banque mondiale, 2022).

Pour les institutions de Bretton Woods, trois canaux peuvent être identifiés dans la transmission du choc vers les autres pays. Il s'agit (i) du canal des cours des produits de base qui sont poussés à la hausse, avec risque d'aggravation de l'inflation ; (ii) du canal des perturbations sur les marchés financiers dans l'hypothèse de l'enlisement du conflit et (iii) du canal des répercussions des sanctions infligées à la Russie.

1.1.2. Impact dans les pays de l'OCDE

Dans les pays de l'OCDE, l'incertitude entourant les évolutions futures est très nettement augmentée. La France, par exemple, a revu son scénario de croissance pour 2022-2024, intégrant une dégradation des hypothèses au regard de l'enlisement de la situation en Ukraine, l'effet additionnel d'une hausse encore plus importante des prix du pétrole, du gaz naturel et du blé avec des prix restant élevés en niveau sur tout l'horizon de prévision, conjugué à un choc d'incertitude marqué. Les prévisions de février dernier ont donc été revues, indiquant un ralentissement de la production française respectivement de 0,6, 0,7 et 0,3 point de pourcentage pour 2022, 2023 et 2024. L'inflation, pour sa part, devrait augmenter de 0,7, 0,4 point de pourcentage par rapport au scénario dit conventionnel durant les deux premières années, avant de revenir aux prévisions d'antan. Trois canaux de transmission sont mis en exergue : (1) les prix des matières premières ; (2) les tensions financières et plus globalement de l'incertitude qui affectent négativement l'investissement et la consommation ; (3) le commerce extérieur via

une baisse de la demande mondiale.

1.1.3. Effets sur l'économie américaine

Aux Etats-Unis, la trajectoire économique en 2022 reste soumise à l'évolution de la situation sanitaire et des tensions géopolitiques. La progression du variant omicron de l'épidémie de Covid-19 au cours de l'hiver a eu un impact limité sur la normalisation de l'activité. Toutefois, les contraintes pesant sur l'offre, notamment les difficultés d'approvisionnement de certaines composantes intermédiaires, comme la pénurie de semi-conducteurs, et de recrutement sur le marché du travail, limitent fortement la reprise de l'activité et créent un déséquilibre entre l'offre et la demande, lui-même alimentant la hausse des prix. Sur douze mois glissants, l'inflation s'est ainsi élevée à 7,5 % en janvier, et sa composante sous-jacente (hors alimentation et énergie) à 6,0 %. Par ailleurs, l'invasion russe en Ukraine a exacerbé cette dynamique des prix, notamment des matières premières, et pose des risques d'instabilité économique et financière en raison des sanctions imposées à la Russie.

1.1.4. Contrecoups sur l'économie africaine

Du côté de l'Afrique, le continent voit s'assombrir ses perspectives de relance post-Covid-19. Kammer et al. (2022) font observer un assombrissement des perspectives des économies subsahariennes :

De nombreux pays de la région sont particulièrement vulnérables aux retombées de la guerre, notamment en raison de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, de la réduction du tourisme et des difficultés potentielles d'accès aux marchés de capitaux internationaux... Les prix record du blé sont particulièrement préoccupants pour une région dont les importations représentent environ 85,0 % de l'approvisionnement, dont 1/3 provient de Russie ou d'Ukraine.

Il est à noter, par ailleurs, qu'à l'occasion de la réunion virtuelle avec des Ministres africains de la planification et du développement économique ainsi que des Gouverneurs des banques centrales avec la Directrice Générale du Fonds

monétaire international, il avait été relevé que l'Afrique était particulièrement vulnérable face aux répercussions de la guerre en Ukraine, qui sont susceptibles d'emprunter quatre canaux distincts : l'augmentation des prix des denrées alimentaires, la hausse des prix des combustibles, la baisse des recettes du tourisme et un accès potentiellement restreint aux marchés internationaux de capitaux.

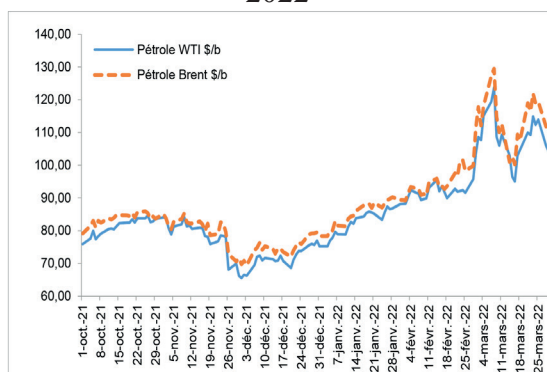
1.2. Principaux canaux de transmission

1.2.1. Du prix des matières premières

Les cours des produits source d'énergie (pétrole et gaz essentiellement) ont tellement augmenté que Vallières (2022) évoque la menace d'un choc pétrolier. En effet, citant Shenfeld, il estime qu'au cas où le pétrole russe était complètement exclu du marché mondial, sans possibilité de remplacement par des augmentations de production ailleurs, la hausse des prix de l'or noir qui s'en suivrait serait de nature à menacer l'économie mondiale d'une nouvelle récession.

Il sied de mentionner qu'alors que durant les trois derniers mois de l'année 2021, le baril de Brent s'échangeait, en moyenne, à 79,61 USD, il s'est vendu à 98,04 USD en moyenne entre janvier et mars 2022, avec un pic de 129,47 USD au 08 mars. Le WTI a également affiché la même tendance durant la période sous revue, comme le montre le graphique 1.

Graphique 1. Evolution du prix du pétrole sur le marché international d'octobre 2021 à mars 2022

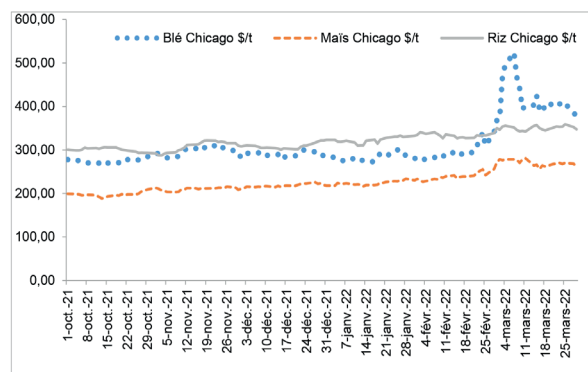


Source : Présentation personnelle sur la base des données de la BCC tirées de LesEchos.

Pour ce qui est des matières premières d'origine agricole, l'attention demeure retenue par les céréales dont le renchérissement se confirme depuis plusieurs mois, avec une accélération du rythme d'augmentation de leur prix sur le marché international, dans un contexte de tension géopolitique sur fond du conflit russo-ukrainien. En effet, les statistiques tirées de LesEchos indiquent que, sur le marché de Chicago, la tonne de blé s'est vendue, en moyenne à 416,58 USD en mars 2022, contre 274,11 USD en octobre 2021, soit un renchérissement de l'ordre de plus de 50,0 %.

Le prix du maïs et celui du riz ont aussi affiché la même tendance haussière avec, respectivement, des augmentations de 16,0 et 37,0 % sur le même marché, en considérant les moyennes mensuelles de la période. Point n'est besoin d'indiquer que des variations de cette ampleur n'ont pas été enregistrées depuis des années.

Graphique 2. Evolution du prix des céréales (blé, maïs et riz) sur le marché international d'octobre 2021 à mars 2022



Source : Présentation personnelle sur la base des données de la BCC tirées de LesEchos.

1.2.2. De l'incertitude des marchés financiers

Cette incertitude a un impact sur les conditions financières à l'échelle mondiale attestée par :

- la volatilité des conditions financières ;
- les anticipations des hausses du niveau des taux directeurs des principales banques centrales ;

- la baisse (encore mesurée) des cours et indices des bourses mondiales, essentiellement dans la zone euro ;
- le durcissement des normes prudentielles bancaires déjà renforcées après la crise financière de 2008.

1.2.3. Des sanctions infligées à la Russie

Les sanctions prises contre la Russie sont essentiellement de deux ordres : politico-diplomatique, économique-financier. S'agissant des répressions politiques et diplomatiques, elles se rapportent essentiellement :

- à la fermeture de l'espace aérien européen aux vols des avions des compagnies aériennes russes ;
- au renvoi des diplomates russes accusés, à plusieurs endroits, d'espionnage.

Pour ce qui est des sanctions économiques et financières, il peut être relevé :

- le gel des avoirs russes : la Fédération de Russie détient des réserves de 630 milliards de USD dont 130 milliards en or physique et 500 milliards en réserves étrangères (dollar, euro, yuan). Parmi les sanctions à l'encontre de la Russie, l'Otan a décidé de geler les avoirs du pays dit agresseur. Il s'en suit que la Russie n'a plus accès à son épargne en monnaies étrangères logée dans les banques centrales des pays membres de l'Otan. Cependant, ses réserves en yuan (13,0 %) et en or lui permettent de garder une marge accessible près de 30,0 % de son matelas (Bendhaou, 2022) ;
- l'exclusion du système de messagerie interbancaire Swift : la Russie voit ses banques paralysées parce que ne pouvant plus opérer des transactions à travers le monde ;
- la suspension du projet de gazoduc Nord Stream 2, déjà construit mais en attente de mise en fonctionnement. Ce gazoduc devrait acheminer du gaz de la Russie vers

l'Allemagne ;

- l'embargo, par Décret américain, sur le gaz, le pétrole, les diamants, les produits de mer et la vodka russes ;
- la restriction des exportations vers la Russie : cette décision concerne particulièrement les produits de haute technologie, l'Union européenne, les Etats-Unis, le Canada et le Japon ayant quasiment abandonné la vente de logiciels à destination de Moscou.

En réaction, la Russie a décidé d'interdire les transferts des devises à l'étranger pour atténuer l'effondrement du rouble et tempérer la dynamique inflationniste.

Sur le plan mondial, ces sanctions ne sauraient être sans conséquences. En effet, les pays fabricants des produits de haute technologie réduiront leur demande des matières premières ad hoc en provenance des pays fournisseurs dont l'activité prendra un coup.

1.3. Risques pesant sur les secteurs de l'économie congolaise

Dans la mesure où le conflit russo-ukrainien venait à s'enliser, l'économie congolaise devrait être impactée à travers ses quatre secteurs (Kayembe wa Kayembe, 2022 ; Direction des Analyses Economiques, 2022) :

- Au chapitre du secteur réel,
 - il se profile déjà une augmentation du prix du carburant à la pompe. Celle-ci devrait naturellement se répercuter sur les coûts de production et de transport d'autres biens, impliquant une inflation importée de grande ampleur ;
 - dans cette hypothèse, la RDC enregistrerait un recul de son PIB réel hors mines¹, le pouvoir d'achat de sa population s'étant érodé avec l'inflation. Toutes choses restant égales par ailleurs, des revendications sociales allant dans le sens de réclamer des augmentations de salaires se multi-

¹ L'annexe 1 montre comment les cours du cobalt et du cuivre sont à leurs plus hauts.

plieraient, avec pour soubassements des mouvements syndicaux.

- Au niveau des finances publiques, les prévisions devraient intégrer :
- une certaine détérioration de la situation financière de l'Etat par le truchement de la baisse des recettes publiques hors ressources naturelles et l'accroissement des dépenses de l'Etat, entre autres les coûts des valeurs du Trésor, les dépenses fiscales pour compenser la vérité des prix à la pompe et garantir la subvention en services pétroliers des services publics (FARDC, PNC, SNCC, Transco...);
- une augmentation des dépenses sociales en vue de préserver le pouvoir d'achat de la population est à envisager également, en commençant par la révision à la hausse du barème salarial des agents et fonctionnaires de l'Etat, surtout en ce contexte pré-électoral ;
- le risque de retour à la dominance budgétaire et donc au financement monétaire du déficit public, quoi qu'il soit faible, en raison du programme avec le FMI et de la coordination des politiques budgétaire et monétaire.
- Concernant le secteur extérieur, il est à craindre :
- une détérioration du compte courant ainsi que de celui de la balance des paiements du fait, principalement, de l'augmentation de la facture des importations des biens et des services ;
- une dépréciation de la monnaie nationale en cas de sortie des capitaux de suite du durcissement de la politique monétaire dans les pays avancés ;
- un amenuisement des réserves internationales en cas de cessions importantes des devises par la BCC pour tempérer et lisser la dépréciation de la monnaie nationale.
- Pour ce qui est du secteur monétaire

et financier, il importe de considérer les risques liés à :

- la hausse du coût de refinancement des banques commerciales, de l'encours des bons BCC et de la charge y afférente, des taux débiteurs et du coût du crédit en monnaie nationale et ce, suite à un durcissement éventuel de la politique monétaire en RDC ;
 - consolidation de la dollarisation de l'économie si jamais les fondamentaux devenaient instables ;
 - baisse de la performance des crédits levés en devises pour des activités en monnaie nationale, avec une forte probabilité de conduire certaines banques à des baisses drastiques de profitabilité voire des faillites, mettant ainsi le système en danger.
4. Des perspectives et des politiques subséquentes

Une crise prolongée pourrait faire basculer l'économie globale dans la stagflation (combinaison d'une inflation élevée et d'une faible croissance du PIB). Face à ces derniers développements de la conjoncture internationale, les Etats ont pris des mesures de manière à atténuer l'impact du choc à court terme et à développer une résilience à court et moyen termes.

4.1. Plafonnement du prix du pain : expériences africaines

Afin de contrecarrer les risques d'inflation élevée, plusieurs gouvernements ont levé l'option de protéger le pouvoir d'achat de la population. Au Nigéria, suite à la hausse du coût de la vie, la Présidence a annoncé renoncer à la suppression des subventions sur l'achat des carburants. Au Sénégal, le gouvernement maintient sa mesure de plafonnement du prix de la baguette de pain, qui est à 175 francs CFA, depuis plusieurs années. Au Gabon, malgré la flambée des cours du blé, le prix de la baguette de pain a été maintenu par le gouvernement.

4.2. Perspectives et recommandations pour la RDC

Au niveau des perspectives, il est à craindre que l'offre argentine et canadienne notamment ne soit pas en mesure de combler la baisse de la production du grenier du monde en conflit actuellement. En outre, la flambée du prix de l'énergie (le diésel agricole, le pétrole, l'essence mauve entre autres) et des engrais n'est pas de nature à rassurer les marchés. Somme toute, à situation inchangée, il est à considérer, à court et moyen termes, un risque de maintien élevé des prix des céréales. Un effort d'anticipation dans les chaînes d'approvisionnement s'avère donc nécessaire pour éviter une forte inflation importée qui viendrait ronger le pouvoir d'achat local en RDC.

D'une manière générale, la RDC devrait tirer des enseignements des crises de 2007-2008 (financière internationale), 2015-2016 (matières premières) et 2020-2021 (covid-19) pour déterminer clairement le schéma de transmission des chocs extérieurs à son activité et s'impliquer durablement dans le développement d'une résilience qui passe par la diversification économique. De façon spécifique, elle devra notamment suivre de près l'évolution des prix des produits importés et veiller à atténuer l'effet de leur renchérissement sur l'économie nationale. Des leviers conjoncturels et structurels devront ainsi être actionnés pour contenir l'inflation prévisible d'origine extérieure et accroître la résilience à moyen et long termes. Au-delà des politiques budgétaire et monétaire appelées à s'adapter à cette donne, il s'agira de renforcer les mécanismes de contrôle des prix pour éviter un emballement spéculatif.

Concrètement, il s'agirait, à court terme :

- d'ajuster la politique budgétaire pour dégager des épargnes budgétaires qui pourraient être utilisées comme amortisseurs en cas de survenance de chocs. Ceci implique une mobilisation optimale des recettes et autres ressources ainsi qu'une politique restrictive en matière de dépenses

publiques ;

- d'optimiser la gestion de la liquidité et d'intensifier les achats de devises sur le marché pour conforter le niveau des réserves de change, lesquelles pourront permettre à la Banque Centrale de lisser les fluctuations du taux de change en cas de crise ;
- solliciter l'assistance du FMI qui se dit prête à aider les pays africains à remédier aux répercussions de la guerre, et à les accompagner dans la conception et la mise en œuvre de réformes en leur prodiguant des conseils, en contribuant au développement de leurs capacités et en leur accordant des prêts. Les récentes réformes des mécanismes de prêt du FMI lui permettent de répondre de manière plus souple aux besoins de financement de ses pays membres.

S'agissant du volet structurel, l'une des priorités consisterait à redoubler d'efforts pour faire avancer des réformes de nature à renforcer la résilience. La production intérieure devrait être soutenue en priorisant l'agriculture vivrière et l'agro-industrie au regard de leurs effets en tâche d'huile sur le reste de la vie socioéconomique (croissance forte et inclusive). Des objectifs-cibles, mesurés et avec échéances, devraient être poursuivis.

- réduire progressivement les importations alimentaires jusqu'à une quasi-autosuffisance d'ici à 2030. La RDC jouit de toutes les faveurs naturelles pour devenir le véritable grenier de l'Afrique mais seuls 10,0 % des terres arables sont exploités à ce jour. En revanche, un peu plus de 90,0 % des besoins alimentaires sont comblés via des importations. Le retournement souhaité de la tendance permettrait, par ailleurs, de réduire drastiquement la facture des importations et de renforcer, par ricochet, le matelas national des devises ;
- envisager la raffinerie du pétrole brut produit localement en vue d'atteindre, à terme, une indépendance énergétique, tout en épargnant les devises et en créant des emplois durables.

Références bibliographiques

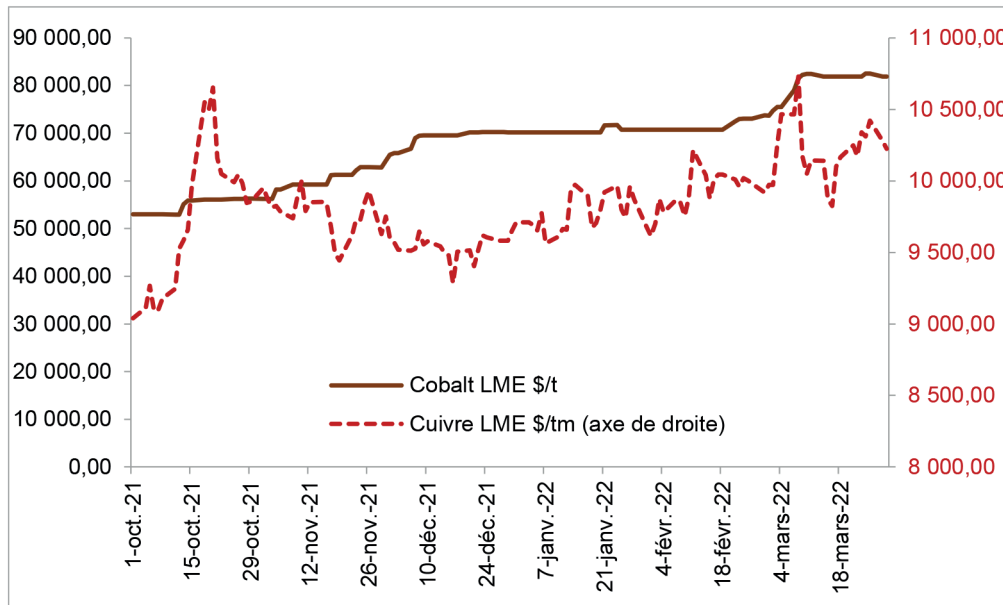
- Bendhaou, F. (2022). Sanctions économiques contre Moscou : quelles conséquences sur la Russie et sur le monde ? Disponible en ligne via le lien : <https://www.aa.com.tr/fr/analyse/sanctions-%C3%A9conomiques-contre-moscou-quelles-cons%C3%A9quences-sur-la-russie-et-sur-le-monde-/2523652>. Consulté le 30 mars 2022 à 14 : 00, heure de Kinshasa.
- BBC (2022). Cause de la Guerre Ukraine - Russie - 4 clés pour comprendre l'invasion russe de l'Ukraine. Publié le 05 mars 2022. Disponible en ligne via le lien : <https://www.bbc.com/afrique/monde-60617135>. Consulté le 30 mars 2022 à 14 : 30, heure de Kinshasa.
- Collier, P., et Sambanis, N. (2002). Understanding Civil War: A New Agenda. *Journal of Conflict Resolution*, 46 (1): 3–12.
- Conant, E. (2022). Russie-Ukraine : les origines de la crise expliqués. Publié le 21 février 2022. Disponible en ligne via le lien : <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/russie-ukraine-les-origines-de-la-crise-expliquees>. Consulté le 30 mars 2022 à 15 : 31, heure de Kinshasa.
- Desjardins (2022). Prévisions économiques et financières : La guerre en Ukraine entraînera des répercussions à l'échelle mondiale. *Etudes économiques*. Publié le 18 mars 2022.
- Direction des Analyses Economiques (2022). Impact du conflit russo-ukrainien sur l'économie congolaise. Document interne de travail. Banque Centrale du Congo, Kinshasa.
- FMI (2019). Les conséquences économiques des conflits. Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne. Avril 2019. FMI, Washington, DC.
- FMI et Banque mondiale (2022). Déclaration conjointe du FMI et de la Banque mondiale sur la guerre en Ukraine. Publié le 02 mars 2022. Disponible en ligne via le lien : <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2022/03/01/pr2252-joint-imf-world-bank-group-statement-on-the-war-in-ukraine>. Consulté le 30 mars 2022 à 17 : 54, heure de Kinshasa.
- Gomez, M., Christensen, A., Araya, Y. et Harild, N. (2010). The Impacts of Refugees on Neighboring Countries: A Development Challenge. *World Development Report 2011 Background Note*. World Bank, Washington, DC.
- Hegre, H. et Sambanis, N. (2006). Sensitivity Analysis of Empirical Results on Civil War Onset. *Journal of Conflict Resolution*, 50 (4): 508–35.
- Kamer, A., Azour, J., Selassie, A. A., Goldfajn, I. et Rhee, C. (2022). Comment la guerre en Ukraine se répercute dans toutes les régions du monde. Publié le 15 mars 2022. Disponible en ligne via le lien : <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2022/03/15/blog-how-war-in-ukraine-is-reverberating-across-worlds-regions-031522>. Consulté le 31 mars 2022 à 15 : 17, heure de Kinshasa.
- Kayembe wa Kayembe, J.-L. (2022). Analyse de la conjoncture en contexte de conflit russo-ukrainien et conduite de la politique monétaire et de change au 24 mars 2022. Présentation à la première réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire. Banque Centrale du Congo, Kinshasa.
- Perrin, O. (2011). Quand l'Ukraine a divorcé de l'URSS. Publié le 24 août 2011. Disponible en ligne via le lien : <https://www.letemps.ch/monde/lukraine-divorce-lurss>. Consulté le 30 mars 2022 à 16 : 07, heure de Kinshasa.
- Qureshi, M. S. (2013). Trade and Thy Neighbor's War. *Journal of Development Economics*. 105 (C): 178–95.
- UNCTAD (2022). The Impact on Trade and Development of the War In Ukraine. UNCTAD, 16 mars 2022.

Vallières, M. (2022). L'économie mondiale ébranlée. Publié le 19 mars 2022. Disponible en ligne via le lien : [https://www.](https://www.lapresse.ca/affaires/2022-03-19/guerre-en-ukraine/l-economie-mondiale-ebranlee.php)

[lapresse.ca/affaires/2022-03-19/guerre-en-ukraine/l-economie-mondiale-ebranlee.php](https://www.lapresse.ca/affaires/2022-03-19/guerre-en-ukraine/l-economie-mondiale-ebranlee.php). Consulté le 31 mars à 12 : 10, heure de Kinshasa.

Graphique annexe 1.

Evolution des cours du cobalt et du cuivre au London Metal Exchange d'octobre 2021 à mars 2022



Source : Présentation personnelle sur la base des données de la BCC tirées de LesEchos.